



LE SERVICE PUBLIC territorial
C'EST UN bien PUBLIC



MOBILISATION DOM DU 10 OCTOBRE 2017 :

COMMUNIQUE CGT **DES ORIGINAIRES D'OUTRE-MER**

Le 10 octobre 2017, à l'appel de la seule CGT, les originaires d'Outre-Mer se sont mobilisés pour porter leurs revendications spécifiques qui sont liées au statut général des fonctionnaires, mais aussi combattre toutes les attaques qu'ils subissent à l'encontre de leurs droits.

400 manifestants se sont rassemblés à Bercy (Paris), devant les locaux du ministère de l'Action et des comptes publics ! Lors de l'audience qui lui a été accordée, la délégation CGT a exposé les problèmes que rencontrent les originaires sur l'application de leurs droits dont le congé bonifié. Elle a aussi réitéré l'ensemble des revendications spécifiques portées par les originaires d'outre-mer.

Cela faisait 6 années que les originaires ne s'étaient pas mis en action au sujet de leurs droits.

Alexis BRUGERE, Conseiller auprès du Ministre de l'Action et des Comptes publics et Olivier BERGER, chargé de mission outre-mer à la DGAFP, ont affirmé qu'il ne saurait y avoir de problèmes quant au bénéfice du droit au congé bonifié. Ils ont aussi indiqué l'envoi de rappels aux employeurs publics pour que ce droit particulier soit appliqué comme il se doit... Pourtant, la CGT constate beaucoup de refus d'application du droit à congé bonifié !

Ces derniers refusent néanmoins de déjuger les employeurs publics qui font, en toute connaissance de cause, une lecture restrictive du droit, notamment pour cause de réduction budgétaire.

Quant aux réponses aux revendications spécifiques des originaires d'outre-mer, nos interlocuteurs nous ont renvoyé à une prochaine audience, la participation de la CGT aux assises de l'outre-mer et un nécessaire rendez-vous auprès de la ministre de l'outre-mer, Mme GIRARDIN, ancienne ministre de la Fonction publique sous la Présidence de François Hollande.

La CGT entend donner les suites indispensables à l'importante mobilisation du 10 octobre dernier, amplifier encore le rapport de force pour gagner sur nos revendications.

Paris, le 7 novembre 2017